

Les Partis politiques en Bulgarie

Christian Rakovsky

Source : «Novoe Slovo», Tome III, Livre 2, novembre 1897, pp. 173-187. Traduction et notes MIA.

Que représente la Bulgarie du point de vue économique ? Il conviendrait tout d'abord de se rendre compte en quelques mots de la situation économique de la Bulgarie. Pendant la domination turque, une partie de la population bulgare se livrait à l'agriculture – de petites exploitations indépendantes, car le servage avait été aboli en partie en 1839 après le fameux acte de Gülhane ¹ du sultan Abdul Medjid, et définitivement après la campagne de Crimée de 1855-1856 – tandis qu'une autre partie de la population bulgare, très considérable, se consacrait au commerce, aux travaux saisonniers et aux métiers artisanaux. Encore aujourd'hui, de nombreux Bulgares se rendent chaque année en Turquie, en Serbie, en Autriche, en Roumanie, dans le sud de la Russie et même en Allemagne, et organisent le jardinage sur des bases coopératives.

Lorsque la Bulgarie faisait encore partie de l'empire ottoman, elle fournissait une grande quantité de produits manufacturés bruts à l'immense empire d'alors. Les étoffes bulgares, les articles en cuir et en fer trouvaient un vaste débouché en Asie Mineure, en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie, en Roumanie, etc. Ces productions étaient exercées principalement par les habitants des villes situées au pied des Balkans, où se concentra par la suite la vie intellectuelle des Bulgares.

Mais voici qu'advient un grand bouleversement politique : la libération des Bulgares de la domination turque et la création d'un État nouveau et indépendant. La séparation de la Bulgarie de l'empire ottoman la priva de son vaste marché, et la production manufacturière bulgare déclina rapidement. Quelques métiers, comme par exemple la production de draps de laine, échappèrent à la ruine en se transformant en grande production mécanique. C'est ainsi qu'apparurent peu à peu les deux centres industriels actuels de l'industrie drapière bulgare : Gabrovo et Sliven. Mais dans l'ensemble, la production diminua de façon dramatique. Pour ne citer qu'un exemple, la ville de Samokov comptait avant la libération six corporations artisanales différentes réunissant 456 ateliers, alors qu'après la libération ce chiffre tomba à 58. La tempête politique emporta 398 ateliers. Il faut remarquer, en outre, que la production moyenne de chaque atelier diminua également. Telle est la teneur des documents officiels du ministère du commerce. Le même phénomène se produisit naturellement dans les autres centres industriels. Qu'advint-il donc de tous ces petits maîtres et de ces ouvriers ? La production industrielle, où ces artisans ruinés auraient pu trouver refuge, faisait défaut, et c'est pourquoi tout ce peuple se fût transformé en une masse de miséreux, de *Lumpen*, s'il n'y avait eu deux issues.

La première était la possibilité de se livrer à l'agriculture. Peu à peu, les Turcs commencèrent à émigrer de Bulgarie, vendant leurs terres à bas prix et partant pour l'Asie Mineure, où le gouvernement turc leur attribuait de nouvelles terres. Cette émigration des Turcs, qui prit des proportions énormes et se poursuit encore aujourd'hui, permit à de nombreux artisans d'acheter des terres et de se consacrer à leur culture.

¹ Le *Hatt-ı Şerif* de Gülhane de 1839 proclame des réformes dans l'Empire ottoman, notamment l'égalité des sujets et l'abolition progressive du servage, achevée après la guerre de Crimée (1853-1856).

La seconde issue fut l'apparition de la bureaucratie. La nouvelle administration publique exigea plusieurs dizaines de milliers de fonctionnaires de toutes sortes, depuis le garde champêtre jusqu'au ministre – autant de postes qui étaient auparavant occupés par des Turcs. C'est là que les artisans bulgares ruinés se mirent à s'improviser juges, avocats, administrateurs et financiers. Encore aujourd'hui, une grande partie de la moyenne et de la petite fonction publique en Bulgarie est composée de gens à demi analphabètes. Enfin, il subsistait encore une immense masse d'inoccupés ; les véritables *Lumpen*, une foule affamée de candidats à toutes sortes de fonctions, qui jouèrent un rôle non négligeable dans les événements politiques de la Bulgarie.

Voilà résumée l'histoire économique de la Bulgarie dans sa première phase, car maintenant commence une nouvelle phase de son développement économique. Mais il nous faudra en parler une autre fois ; pour l'instant, c'est la Bulgarie du passé qui nous intéresse car elle nous aidera à expliquer la lutte politique qui s'est déroulée chez nous et à indiquer le terrain économique réel sur lequel a grandi le potentiel politique de notre pays.

Chez nous, en Bulgarie, deux éléments ont participé à la lutte politique : d'une part, la masse compacte de la petite bourgeoisie, urbaine et rurale ; d'autre part, les *Lumpen* politiques. Ces gens sont toujours dans une position d'attente. Ils guettent la chute du ministère, car avec lui s'écroule le gouvernement et tous les fonctionnaires, depuis le maire jusqu'au ministre, et des postes vacants se libèrent. La lutte politique pour les *Lumpen*, au pouvoir comme dans l'opposition, est un métier, une lutte pour le pain quotidien. Ils sont farouches dans l'opposition, grossiers et cruels au pouvoir. Une fois qu'ils se sont emparés d'une place, ils s'y cramponnent avec la rage d'une bête fauve défendant sa proie ; dans l'opposition, ils se jettent sur tout avec la fureur d'un loup affamé. Que de cruautés et d'ignominies ont commises les gouvernants bulgares ! L'époque de Stamboulov ² est bien connue des lecteurs russes. Stamboulov est tombé, mais aujourd'hui encore, le pouvoir est du même type, avec une apparence certes plus présentable, mais au fond il est resté le même, persécutant cruellement ses ennemis, ne reculant devant aucun moyen, et allant jusqu'aux meurtres, comme l'assassinat de Stamboulov, comme le récent assassinat d'Aleko Konstantinov, l'écrivain bulgare bien connu ³. Et lorsque à la cruauté naturelle s'ajoute encore une inclination à la débauche, vous obtenez la figure du capitaine Boïtchev, premier aide de camp de la princesse, porte-drapeau de l'honneur militaire, symbole du courage et de la valeur, qui étrangla de ses propres mains Anna Simon pour la simple raison que la malheureuse lui réclamait de l'argent pour nourrir son propre enfant.

Et que fait le petit bourgeois, l'allié des Lumpen ? Le petit bourgeois est un allié passif, car, fidèle à sa nature universellement connue, il se distingue par une couardise sans pareille.

Le lendemain de la chute de Stamboulov, le prince Ferdinand ⁴ se vantait d'avoir reçu plus de six mille télégrammes de félicitations. Mais parmi eux, on ne trouverait pas soixante personnes qui auraient risqué quoi que ce soit dans la lutte contre ce même Stamboulov, qui les frappait et les piétinait et disposait de leurs bourses avec plus d'impudeur que de la sienne propre ; on n'en trouverait pas cent qui payaient régulièrement leur abonnement au journal d'opposition qui défendait leurs droits contre l'arbitraire des autorités, et encore moins qui auraient donné cinq kopecks pour soutenir des procès politiques lorsque l'on jugeait des hommes qui défendaient leurs droits et leurs intérêts.

2 Stamboulov, Stefan (1854-1895) : Homme d'État bulgare et poète. Il fut régent puis président du Conseil (premier ministre) de 1887 à 1894, exerçant un pouvoir autoritaire.

3 Konstantinov, Aleko (1863-1897) : Écrivain, satiriste et avocat. Il est notamment connu pour son personnage de Bay Ganyo, l'un des plus célèbres de la littérature bulgare.

4 Prince Ferdinand Ier de Bulgarie (1861-1948) : Membre de la maison de Saxe-Cobourg-Gotha, il fut élu prince de Bulgarie en 1887 à la suite de l'abdication d'Alexandre Battenberg, puis proclamé tsar des Bulgares en 1908 lors de l'indépendance complète du pays. Il abdiqua en 1918 à l'issue de la Première Guerre mondiale et mourut en exil en Allemagne.

Dans d'autres pays, les Lumpen n'apparaissent sur la scène politique qu'après que toutes les autres classes actives se sont retirées pour une raison ou une autre ; et alors, entre les mains de quelque bandit doué les *Lumpen* deviennent un puissant facteur historique. Notre pays est un pays arriéré, et les *Lumpen* y jouent un rôle premier.

Si économiquement, nous sommes en retard, politiquement, nous sommes en avance : nous avons le suffrage universel, et, pendant que les autres ne sont pas encore assez forts pour guérir leurs maux avec cette puissante « arme » les blessures qu'elle inflige elle-même, les *Lumpen* s'en servent quant à eux pour se maintenir en équilibre sur la corde qui serre le cou des citoyens bulgares.

Dans ces conditions, peut-on dire qu'il existe en Bulgarie des partis politiques ? La situation économique de transition que traverse actuellement la Bulgarie, l'absence d'une forte différenciation des classes, mettent en avant non les intérêts de telle ou telle classe – notre population est presque entièrement une masse petite-bourgeoise – mais les intérêts des individus. L'absence de vives contradictions de classes donne à la lutte politique elle-même un caractère de querelles et d'intrigues sans principes, où les confrontations idéologiques sont remplacées par des accusations mutuelles de pillage du trésor public et de vénalité (et, bien entendu, les deux parties disent la pure vérité). Au lieu de programmes, vous trouverez un verbiage insipide et stupide, où des mots vides tiennent lieu de convictions politiques – *Denn eben wo Begriffe fehlen, da stellt ein Wort zur rechten Zeit sich ein* ! [Car là où les concepts font défaut, un mot se présente à point nommé !]

Nous sommes presque prêts à remercier la diplomatie étrangère qui, par son ingérence dans les affaires de la Bulgarie et par ses menaces, fictives ou réelles, contre son existence indépendante, a introduit un certain contenu dans la vie politique du pays. Devant un danger extérieur menaçant le pays, et partant la domination politique de l'ensemble indistinct des bourgeois, ceux-ci, de la masse informe qu'ils sont ordinairement, se transfigurent en une sorte de combattants sans peur, dont l'enthousiasme, il est vrai, ne dure guère. On compte deux moments principaux où la bourgeoisie bulgare, joyeusement disposée dans la conscience d'un certain idéal, sentit en elle un élan d'esprit : en 1881-1882, la lutte contre Battenberg ⁵, qui avait fait un coup d'État (abolissant la constitution), et en 1885, lorsque le six septembre fut proclamée l'union de la Bulgarie du Nord avec la dite Roumélie orientale ⁶, ainsi que les moments secondaires dépendant de ces deux faits majeurs.

De ce qui précède, il ressort que ce que l'on appelle chez nous les partis politiques n'est qu'une fiction, une ombre. Tous les chefs de tous ces partis ont un même but, emploient les mêmes moyens pour l'atteindre. C'est un même banqueroutier qui, pour tromper la confiance du public, prend divers pseudonymes. Comme il serait bon, cependant, que les actions des partis politiques bulgares fussent aussi fictives que leur identité idéologique est fictive !

Il ne faut pas perdre de vue, d'ailleurs, que nous décrivons la Bulgarie dans son développement, et que déjà maintenant, à l'horizon socio-politique, commencent à s'esquisser les contours de diverses figures depuis longtemps connues dans l'histoire d'autres pays ; le chaos commence à s'éclaircir, et dans l'eau jusqu'ici trouble commencent à se déposer aux endroits appropriés les différentes couches.

Autrefois, le russophile bulgare disait : « Je suis russophile, parce que la Russie nous a libérés et que nous devons lui en être reconnaissants ; elle est notre sœur aînée – notre mère – et nous devons l'aimer et lui obéir. »

5 Battenberg, Prince Alexandre Ier (1857-1893) : Neveu du tsar Alexandre II, il fut élu premier prince de la principauté de Bulgarie en 1879. Il suspendit la constitution en 1881 et instaura un régime autoritaire, avant de la rétablir en 1883. Il soutint l'unification de la Roumélie orientale avec la Bulgarie (1885) et remporta la guerre contre la Serbie la même année. Renversé par un coup d'État d'officiers russophiles le 9 août 1886, il abdiqua et quitta définitivement le pays.

6 Unification de la Bulgarie du Nord et de la Roumélie orientale (6 septembre 1885) : Rattachement de la province autonome ottomane de Roumélie orientale à la principauté de Bulgarie, en dépit de l'opposition de la Russie et des puissances.

Maintenant, le russophile a laissé de côté la sentimentalité. Maintenant, il se déclare russophile sur la base de l'étude de List. « *Je suis russophile, dit-il maintenant, parce que nos intérêts économiques et politiques l'exigent. Le plus dangereux ennemi de notre industrie naissante est la concurrence autrichienne, et pour la combattre, nous avons besoin d'un protecteur ; seul la Russie peut l'être, car elle ne poursuit aucun objectif économique et financier chez nous. Nous n'avons rien à craindre de l'industrie russe, car elle a encore beaucoup à faire en Russie même, sur son marché intérieur.* »

Là où, auparavant, les arguments étaient les mots « reconnaissance », « amour », « obéissance », nous rencontrons maintenant « intérêt » ou « profit ». Dans les formules qu'apporte le nouveau développement économique de la Bulgarie, chaque parti ou fraction cherche à se trouver un mot de passe approprié.

Il est temps maintenant d'aborder les différents partis et fractions séparément et de raconter leur histoire.

Pour l'instant, les organes de presse partisans sont chez nous les journaux suivants : *Mir* – organe du soi-disant Parti populaire, actuellement au pouvoir ; *Znamé* – organe des karavélistes (« démocrates ») ; *Narodna prava* – organe des radicaux (« libéraux ») ; *Svoboda* – organe des restes du parti de Stamboulov (également « libéraux ») ; *Sotsialism* – organe du parti ouvrier bulgare. Il faut mentionner également les tsankovistes (également « libéraux »), qui n'ont pas d'organe pour le moment, car leur journal *Svetlina* a cessé de paraître il y a environ deux mois.

Le Parti populaire, ou le parti actuellement au pouvoir, se compose de deux fractions : les « conservateurs » et les « unionistes ».

Les conservateurs sont peu nombreux, mais comme ils sont considérés comme les plus fidèles gardiens du trône, la faveur monarchique est toujours de leur côté. On suppose que ce parti doit comprendre les *tchorbadjis* bulgares – c'est ainsi qu'on appelait sous la domination turque les Bulgares les plus riches, qui jouissaient des faveurs du gouvernement turc et étaient à son service. Ce sont surtout des agriculteurs, des gens avides qui profitaient de leur influence auprès du gouvernement turc pour écorcher le moujik bulgare. Dans les premiers temps, ce parti eut une sorte de doctrine. À l'Assemblée constituante de Tarnovo, en 1878, lors de l'élaboration de la constitution bulgare, ils la trouvaient trop libérale et voulaient instituer, outre la chambre des députés, un sénat et étendre les pouvoirs du prince. Aussi, lorsqu'en 1881 le prince Battenberg voulut devenir un monarque absolu, il s'adressa aux conservateurs, ou plutôt à leurs chefs – Bourmov, Natchevitch, Grekov et Stoïlov ⁷. Ce dernier était alors secrétaire privé du prince. Mais, en réalité, les soi-disant conservateurs ne tendaient qu'à une seule chose : la conservation de leur propre traitement, et, de fait – après que Battenberg eut renoncé aux soi-disant « pleins pouvoirs » et rétabli la constitution – nous voyons les conservateurs entrer en compromis avec les libéraux en la personne de Tsankov. Ce dernier fut remplacé au pouvoir par Karavelov ⁸ ; alors l'un des chefs conservateurs, Natchevitch, devint agent diplomatique bulgare à Bucarest sous Karavelov. En cette qualité, il participa activement au retour du prince Battenberg en Bulgarie, lorsque les officiers de Sofia l'avaient renversé et expédié comme un colis en Russie.

Après que Battenberg eut une fois de plus quitté la Bulgarie, Stoïlov et Natchevitch entrèrent au ministère Radoslavov (libéral) ⁹. Sous la régence de Stamboulov, lorsque le prince Ferdinand fut élu et que Stamboulov prit la place de président du Conseil, il y eut une place dans son ministère pour trois conservateurs : Natchevitch, Stoïlov et Grekov. Les deux premiers, après quatre à cinq ans de travail

⁷ Stoïlov, Konstantin (1853-1901) : Homme politique bulgare, figure du Parti populaire. Il fut à plusieurs reprises ministre et président du Conseil dans les années 1880-1890.

⁸ Karavelov, Petko (1843-1903) : Homme politique bulgare, plusieurs fois président du Conseil et ministre des Finances. Figure du courant libéral, il fut un adversaire de Stamboulov.

⁹ Radoslavov, Vasil (1854-1929) : Homme politique bulgare libéral, fondateur et dirigeant du Parti national-libéral, qui a exercé les fonctions de Premier ministre à deux reprises.

commun avec Stamboulov, sortirent du ministère ; Grekov, quant à lui, resta jusqu'à la fin, et après la mort de Stamboulov, il fut élu chef des stamboulovistes, bien que l'on supposât qu'ils étaient libéraux, tandis que lui était conservateur. Ce que nous avons dit des chefs peut être dit de leur petite armée : les conservateurs sont toujours du côté du pouvoir. En tant que facteur indépendant, ils ne sont rien, mais lorsque le prince est derrière eux, ils sont une force. Ainsi fut-il en 1881, lorsque Battenberg fit le coup d'État.

Aussi le prince Ferdinand, après la chute de Stamboulov, appela-t-il les conservateurs au pouvoir. Ils sont un instrument trop docile pour qu'on les néglige. Le prince lui-même, expliquant à un diplomate allemand la composition du cabinet dirigé par Stoïlov, dit : « *Je veux être mon propre président du Conseil.* »¹⁰ Stoïlov n'est qu'un homme de paille – une simple poupée parlante. Sans volonté ni caractère propres, il fait tout ce que le prince lui dit. Le président du Conseil est maintenant à ce point dépossédé par le prince que ce dernier, partant à l'étranger, laisse son propre suppléant, alors qu'auparavant le premier ministre était toujours ce suppléant.

L'autre fraction du parti au pouvoir ou Parti populaire est constituée par les soi-disant unionistes, ou faux unionistes, comme on les a aussi surnommés. Ce sont, à proprement parler, les conservateurs de l'ancienne Roumélie orientale. Ils sympathisaient avec toutes les mesures réactionnaires de leurs collègues conservateurs en Bulgarie même.

Dans les premiers temps, ils publiaient le journal *Maritsa* ; puis, ayant reçu quinze mille francs des fonds du ministère bulgare de l'intérieur, alors dirigé en 1882 par le général russe Ernrot, ils se mirent à publier le journal *Soedinenie* (Union), qui propageait la nécessité d'une prompte annexion de la Roumélie orientale à la principauté de Bulgarie. C'est de ce journal qu'ils tirèrent le nom d'unionistes. Mais il se produisit ici un de ces quiproquos politiques dont abonde la vie politique des Bulgares. Les unionistes se trouvèrent être contre l'union.

Voici en quoi consiste l'affaire : les unionistes de Roumélie orientale agissaient sur les instances d'un agent diplomatique à Philippopolis. Le consul se servit d'eux, et partant de l'idée d'union, pour renverser le gouverneur de Roumélie orientale, Aleko-Pacha, considéré comme un partisan des Turcs et des Autrichiens. L'idée de l'annexion de cette région à la principauté de Bulgarie ne pouvait manquer d'être populaire ; Aleko-Pacha fut bientôt contraint de démissionner, les unionistes obtinrent le pouvoir, et Gavril Krestovitch Pacha¹¹ fut élu gouverneur de la Roumélie orientale. Mais dès que les unionistes eurent uni le pouvoir à leurs personnes, ils oublièrent l'union avec la Bulgarie du Nord et s'employèrent avec obstination à maintenir l'ancien ordre des choses. Leurs ennemis, qui formaient le parti au pouvoir sous Aleko-Pacha, devinrent au contraire les apôtres de l'union, qui eut lieu le six septembre 1885 ; et les unionistes reçurent le surnom de faux unionistes.

On sait que la diplomatie russe était opposée à l'union, qui s'était faite contre sa volonté. Les unionistes, ou faux unionistes, se mirent alors, avec l'énergie que donne la faim et la position d'attente des *Lumpen*, à désunir l'union.

L'un des actes principaux de cette lutte est la pétition « makhzar » qu'ils adressèrent au grand vizir au nom du sultan, dans laquelle ils exigeaient l'occupation de l'ancienne Roumélie orientale par les troupes turques et le rétablissement de l'ancien ordre des choses. Plus tard, devant le poing de Stamboulov, ils s'enfuirent aux quatre coins de l'Orient. Les uns en Turquie, d'autres en Russie, d'autres en Serbie et en Roumanie.

Après la chute de Stamboulov¹², le 18 mai 1894, le prince Ferdinand les appela au pouvoir pour les mêmes raisons qui l'avaient poussé à appeler les conservateurs bulgares, dont les instincts de laquais

¹⁰ *Bulgarien und der Bulgarische*, Fürstenhof von B., p. 75. (Note C. R.)

¹¹ Gavril Pacha, tout comme Aleko-Pacha, étaient tous deux Bulgares. Le père d'Aleko-Pacha était le célèbre diplomate du sultan Abdul-Medjid, le prince Bogoridi, originaire de la ville bulgare de Kotel. Gavril Pacha était également originaire de cette ville. (Note C. R.)

sont pleinement partagés par les unionistes. De plus, comme ils passaient pour russophiles, le prince pensait qu'ils lui faciliteraient l'obtention du pardon du gouvernement russe, qu'il recherchait obstinément avant même la chute de Stamboulov. Les conservateurs et les unionistes formèrent ensemble le Parti populaire, auquel on adjoignit dans un premier temps les radoslavovistes (« libéraux »). Deux ou trois de ces derniers entrèrent même dans les cabinets de Stoilov.

Le but du nouveau cabinet, ou plutôt du prince, qui était devenu son propre président du Conseil, était d'obtenir la réconciliation avec la Russie et, par voie de conséquence, la reconnaissance du prince Ferdinand comme souverain légitime de Bulgarie. Mais du vivant de l'empereur Alexandre III, les souvenirs des anciennes relations bulgaro-russes étaient encore trop cuisants pour qu'on pût espérer un prompt oubli de la part de la Russie, et la Bulgarie ne devait donc pas perdre pour l'instant les bonnes grâces de l'Autriche et de la Triple Alliance en général. Le prince Ferdinand commença alors à mener un double jeu : d'une part, il fait des avances à la Russie, déclare à Kazanlak au correspondant du *Novoe Vremia* que « *la Bulgarie ne peut se passer de la Russie* » ; la délégation bulgare officielle déclare à Saint-Petersbourg, devant divers reporters pétersbourgeois, que la Bulgarie a « *cent cinquante mille braves* » qui seront toujours au service de la Russie, si celle-ci pardonne au prince Ferdinand ; et en même temps, Stoilov prononce à Pleven un discours où il déclare que tous les avantages sont pour la Bulgarie d'être du côté de l'alliance russo-française et contre l'alliance centre-européenne. Mais d'autre part, lorsque des agents diplomatiques étrangers demandent à Stoilov s'il est vrai qu'il a prononcé un tel discours, le ministre s'empresse de faire imprimer en gros caractères dans le journal officieux qu'il s'agit d'une pure invention. Plus tôt encore, il déclare à l'Assemblée nationale elle-même que la Bulgarie n'a changé que sa politique intérieure et que la politique extérieure reste la même que sous Stamboulov ; plus tôt encore, le journal gouvernemental *Svobodnoe Slovo* écrivait qu'il n'y avait pas d'espoir de réconciliation avec la Russie tant qu'il n'y aurait pas de régime constitutionnel dans ce pays. Lorsque les russophiles – ses alliés – demandèrent à Stoilov des explications sur cet article, il leur répondit que c'était l'opinion des rédacteurs, et nullement la sienne, encore moins celle du prince. Et en même temps, le ministre des affaires étrangères, Natchevitch, écrit une correspondance à la *Neue Freie Presse*, où il assure que la Bulgarie, sous le nouveau gouvernement, sera aussi fidèle à la Triple Alliance qu'elle l'était sous Stamboulov.

Mais le nouveau ministre des affaires étrangères en Russie fut le prince Lobanov. Il se montra très indulgent aux sollicitations du prince Ferdinand. Cela se manifesta pour la première fois dans la réponse de l'empereur régnant au télégramme de condoléances envoyé par le prince Ferdinand après la mort de l'empereur Alexandre III. Cela se manifesta encore davantage lors de la réception de la délégation bulgare envoyée à Saint-Petersbourg pour déposer une couronne sur la tombe du défunt empereur. Dès lors, la politique du prince prit une coloration plus russophile. Il chassa d'abord du cabinet les radoslavovistes, considérés comme russophobes, puis le ministre conservateur Natchevitch, là encore parce qu'il était considéré comme un partisan de l'Autriche. Enfin, il se résolut à faire baptiser l'héritier du trône...

Il convient maintenant de dire quelques mots de la politique intérieure du cabinet Stoilov.

Les élections qui suivirent la chute de Stamboulov se déroulèrent relativement sans grande ingérence de la police. Le cabinet était dans sa lune de miel, se sentait populaire et comptait sur le succès, d'autant plus qu'il n'avait contre lui aucune opposition sérieuse : Karavelov était encore en prison, Tsankov à l'étranger, les stamboulovistes trop impopulaires – leur opposition au cabinet ne pouvait que lui profiter – et les radoslavovistes entraient au cabinet et formaient, avec les conservateurs et les unionistes, le parti au pouvoir. Cependant, même là, on ne se passa pas tout à fait de violence : à Bela Slatina, dans le district de Vratsa, la candidature du chef d'une fraction russophile – Tsankov – fut posée. Ses amis en assurèrent le succès par tous les moyens. Ils persuadèrent les paysans que seul Tsankov pouvait obtenir la réconciliation avec la Russie, et qu'avec elle, les prix du blé et du vin augmenteraient, et ils allèrent presque jusqu'à dire que la vigne donnerait alors de meilleurs

12 Le prince Ferdinand, souhaitant un rapprochement avec la Russie, écarte Stamboulov, jugé trop russophobe et impopulaire, et le remplace par un cabinet conduit par Stoilov.

raisins. Mais leur meilleur argument fut l'eau-de-vie et l'argent. Ils régalerent les paysans électeurs de vin et d'eau-de-vie et donnèrent aux pauvres un rouble pour les frais de déplacement vers la ville où se trouvait le bureau de vote.

En un mot, tout fut fait pour assurer l'élection de Tsankov. Mais le prince ne voulait à aucun prix de cette élection. C'est alors qu'une série d'instructions télégraphiques furent envoyées au chef du district de Bela Slatina sur la manière d'empêcher l'élection de Tsankov. Le chef de la police annonce par télégramme que l'élection est presque assurée pour Tsankov, à quoi Stoilov répond qu'il faut absolument la faire échouer, et que le mieux sera d'« *éteindre les bougies* » sur la table où se fait le dépouillement des bulletins après la clôture du scrutin et, profitant de ce moment, de voler les urnes électorales. Ces documents authentiques furent publiés dans le journal *Sotzialist*, et il s'avéra qu'avant la publication, Stoilov avait offert de grosses sommes pour les acheter et empêcher leur impression. « *Votre politique*, dit le député ouvrier Gabrovski en s'adressant à Stoilov, *c'est d'éteindre les bougies, et nous sommes ici pour les rallumer.* »

Ce furent là les principaux actes d'illégalité du gouvernement lors des premières élections sous le cabinet actuel (1894) ; mais déjà lors des secondes élections, qui eurent lieu l'année dernière, la politique d'extinction des bougies fut appliquée partout et couronnée d'un brillant succès.

Il serait superflu de décrire les abus de pouvoir lors de ces élections ; il suffit de dire que les élections se firent selon la recette depuis longtemps connue chez nous : à droite un soldat, à gauche un gendarme, et au milieu l'électeur, comme le formula spirituellement un journaliste viennois.

La politique économique du nouveau cabinet consista à faire des avances aux paysans. Il réduisit la dîme foncière – réforme qui profita surtout à la grande et moyenne propriété foncière. Ce que le gouvernement donna aux paysans par la réforme de l'impôt foncier, il le leur reprit en créant de gros droits d'accise sur le pétrole, le sel, les allumettes, le café, le sucre, en augmentant la vignette sur le tabac, etc. Ces nouveaux impôts se répercutèrent naturellement le plus durement sur la population urbaine.

Dans le domaine de l'industrie, le cabinet actuel a promulgué une loi protectrice de « l'industrie nationale », accordant de grands privilèges aux industriels ayant investi au moins dix mille roubles de capital et employant au moins vingt-cinq ouvriers. Plus tard fut promulguée une loi, entrée en vigueur en septembre de cette année, obligeant les fonctionnaires à porter des vêtements et des chaussures de fabrication « nationale ».

Naturellement, ce que nos gouvernants recherchent le plus, c'est toujours « d'arrondir leurs fins de mois » avec le pouvoir. À cet égard, ils ont surpassé les prévisions les plus audacieuses. Ainsi, peu après la formation du cabinet actuel, on découvrit que l'un des chefs des unionistes, S. Bobtchev, député et rédacteur du journal *Bulletin bulgare*, recueillait de l'argent auprès des détenus de la prison de Philippopolis en leur promettant d'obtenir leur grâce auprès du prince. Certains des ministres montaient, bien sûr, avec des hommes de paille, des sociétés bancaires auxquelles ils accordaient en leur qualité de ministres divers privilèges.

Entre autres, voici un cas. L'Assemblée nationale (la chambre des députés) vota la construction d'une ligne de chemin de fer Sarambey-Imbol, parallèle à la ligne existante de la compagnie des chemins de fer orientaux, qui longe la rive droite de la Maritsa. La réalisation de ce projet aurait complètement ruiné la ligne des chemins de fer orientaux, et tout le monde savait que ses influents actionnaires ne le permettraient pas.

La décision de l'Assemblée avait donc un caractère purement platonique. Mais l'affaire n'est pas tout à fait ainsi qu'elle se présente car les ministres participaient à la compagnie qui s'était chargée de la construction de la nouvelle ligne. Sachant à l'avance que cette ligne ne serait pas construite, ils

proposèrent le prix le plus bas, si bien que l'entreprise leur resta ; maintenant, comme la ligne ne sera pas construite, l'État doit leur payer une grosse indemnité pour rupture de contrat.

Comme les membres du Parti populaire ne sont liés entre eux que par la recherche du profit, tout en conservant, dans la mesure nécessaire pour se maintenir au pouvoir, une unité et une harmonie extérieures, ils se font en réalité la guerre la plus acharnée.

La lutte secrète entre les unionistes et les conservateurs dure depuis le premier moment de leur activité commune. Les unionistes chassèrent du cabinet le conservateur Natchevitch, prétextant qu'il n'était pas russophile. Les conservateurs réussirent à manœuvrer l'affaire du chemin de fer susmentionnée ; les unionistes, connaissant beaucoup de leurs combines, les tiennent en main ; mais les conservateurs ne laissent pas non plus souffler les unionistes (sur leur insistance, l'organe unioniste *Progrès* a récemment cessé de paraître), car ils tiennent en main la balance de Thémis, que les unionistes ont bien des raisons de craindre : ils ont sur la conscience la responsabilité de l'assassinat d'Aleko Konstantinov. Les unionistes de la ville bulgare de Tatar-Bazardjik voulaient tuer leur grand adversaire, le karavéliste et ancien député Takev près du village de Radilovo, mais ils frappèrent A. Konstantinov, qui se trouvait par hasard avec lui. Cet assassinat souleva une grande indignation dans toutes les couches de la population bulgare.

Laissons cet acte honteux pour passer aux partis d'opposition. Parmi eux, le plus important est sans conteste le parti de Radoslavov (« les libéraux »). Radoslavov, sous Battenberg, fut ministre de Karavelov, se brouilla avec lui et démissionna. Survint alors le coup d'État du 9 août ; Battenberg fut chassé. Karavelov fut accusé d'avoir participé au coup d'État, et il était naturel que son adversaire Radoslavov s'élevât, tandis que son ancien chef tombait.

Sous la régence, Radoslavov devint président du Conseil et exerça cette fonction dans les temps les plus troubles de la Bulgarie jusqu'à l'avènement du prince Ferdinand. Avec l'accession du prince au trône, Stamboulov évinça Radoslavov et prit sa place, et Radoslavov passa dans l'opposition et commença la publication du journal *Narodna prava*. On intenta procès sur procès contre ce journal, si bien qu'il s'arrêta bientôt à cause de ces persécutions, et l'opposition radoslavoviste s'apaisa. Par son régime despotique et exclusif, Stamboulov écarta peu à peu ses propres partisans, qui se ralliaient à Radoslavov, ayant avec lui ce point commun d'être également russophobes et « libéraux ».

Ainsi, lorsque Stamboulov tomba, Radoslavov se retrouva chef de parti. Avant cela, avec le conservateur Natchevitch, il avait commencé à publier le journal *Svobodnoe Slovo*, qui contribua puissamment à la chute de Stamboulov.

Après cette chute, Radoslavov, avec deux de ses compagnons, participa au premier cabinet Stoïlov ; il suivit sans sourciller le prince et Stoïlov, mais il avait un passé russophobe et pouvait entraver la réconciliation avec la Russie, c'est pourquoi il ne se maintint pas.

Sorti du ministère, Radoslavov se remit à publier le journal *Narodna prava* et à mener l'opposition contre le gouvernement. C'est une opposition sans méthode ni principes. Les radoslavovistes se donnent pour but de nuire au gouvernement, mais il arrive souvent que leurs projectiles fassent plus de ravages dans leurs propres rangs. Ainsi, ils s'emparèrent avec ardeur de l'exigence posée par les tsankovistes de faire baptiser le prince Boris selon le rite orthodoxe. Ils pensaient par cette exigence, d'une part, acquérir de la popularité dans le peuple, d'autre part, importuner le prince et Stoïlov. Mais il s'avéra que le prince lui-même avait décidé de faire baptiser son fils avant eux, et les radoslavovistes furent ainsi pris au dépourvu. Leur agitation échoua, ils se retrouvèrent dans une position ridicule et perdirent ce qui leur restait de popularité. Lors de la première composition de l'Assemblée nationale après la chute de Stamboulov, alors que les radoslavovistes étaient encore au pouvoir, ils avaient une trentaine de députés, et maintenant ils en ont quatre ou cinq. Leur activité consiste aujourd'hui à mener une agitation dans le pays, sans aucun programme bien sûr – lequel fait généralement défaut

chez tous – à s'organiser en « milices libérales » et à convoquer leur deuxième congrès le 26 octobre à Sofia.

Radoslavov lui-même est un homme de peu de talent, écrit mal, parle encore plus mal et prenait rarement la parole au parlement. Mais il a un caractère très doux et accommodant, il consulte ses partisans, les écoute et souvent les suit. Cela leur plaît, et ils acceptent volontiers de le considérer comme leur chef. « Je les suis parce que je suis leur chef », pourrait-il dire avec les mots de Ledru-Rollin.

Le parti le plus proche des radoslavovistes est celui des stamboulovistes. À l'époque où Radoslavov était ministre dans le cabinet de Karavelov, Stamboulov était président de la chambre des députés. Après la destitution de Battenberg, il jugea d'abord nécessaire de reconnaître le fait accompli et envoya de Tarnovo, où il se trouvait alors, ce télégramme : « *Pour un seul Arabe, nous ne brûlerons pas toute l'Arabie.* » Cependant, il apprit bientôt que dans certaines villes, par exemple à Philippopolis, les garnisons refusaient de reconnaître le nouveau gouvernement, et que dans les masses, le coup d'État avait été accueilli avec hostilité ; alors, en tant que président de l'Assemblée nationale, il s'empressa de déclarer qu'il ne reconnaissait pas le gouvernement provisoire et qu'il en formerait lui-même un nouveau, jusqu'au retour de Battenberg. Le gouvernement provisoire formé à Sofia sous la présidence du métropolite Clément, voyant que son acte rencontrait une vive opposition dans le pays et dans l'armée, où Battenberg était très populaire après sa victoire sur les Serbes, se retira. Alors Battenberg fut rappelé, mais pour peu de temps. Voulant apparemment impressionner par sa magnanimité, il envoya sans l'avis du gouvernement, de Roustchouk, par l'intermédiaire du consul russe, un télégramme au défunt empereur Alexandre III, dans lequel il renonçait volontairement au trône, si cela pouvait améliorer les relations entre les libérateurs et les libérés. De Saint-Petersbourg, on lui répondit qu'il ferait effectivement très bien de quitter la Bulgarie. Battenberg, en s'exécutant, nomma régents Stamboulov, Karavelov – dont la participation au coup d'État n'était pas encore connue à l'époque – et Moutkourov. Bientôt Karavelov quitta la régence, et sa place fut prise par l'ami de Stamboulov, Jivkov. Radoslavov devint président du Conseil.

Dans les premiers temps, le gouvernement bulgare était prêt à certaines concessions pour obtenir le pardon de la Russie. Ceci est confirmé, entre autres, par les entretiens qu'eut Tatichtchev avec Stamboulov, Radoslavov et d'autres. Mais la diplomatie russe insista pour une satisfaction complète sur tous les points de l'ultimatum du général Kaulbars, l'envoyé extraordinaire de Russie en Bulgarie.

Stamboulov et Radoslavov, forts du soutien de l'Autriche, de l'Angleterre et d'autres, trouvèrent alors le courage de persévérer. Par la suite, ils furent aidés par le « courtier honnête de Berlin », le prince Bismarck. C'est lui qui conseilla au prince Ferdinand d'accepter le trône bulgare, tout en assurant d'autre part à la diplomatie russe qu'il la soutiendrait dans la question bulgare.

Naturellement, tout cela était dans l'esprit de sa politique d'« assurance et de réassurance ». Il reconnaissait qu'il fallait soutenir la diplomatie russe, mais il ne pouvait ignorer qu'il fallait en faire autant vis-à-vis de la diplomatie autrichienne, qui souhaitait ardemment paralyser l'influence russe dans la péninsule balkanique. Avec l'avènement du prince Ferdinand, Stamboulov devint président du Conseil. Le jeune prince laissa à son ministre une liberté totale. Ce dernier n'en demandait pas tant. Avidé d'argent et de plaisirs, il n'employait son pouvoir qu'à s'enrichir et à remplir ses poches. Stamboulov fut précisément le représentant le plus typique des *Lumpen* bourgeois bulgares. Lorsqu'il vivait en Roumanie, il y a vingt-cinq ans, il fut plusieurs fois jugé pour vol simple. Il avouait ses actes avec un cynisme inexprimable. Lorsqu'on lui reprochait sa débauche sans limites (on connaît, entre autres, son histoire avec la femme du ministre de la guerre Savov), il répondait : « *Suis-je donc castré ?* » Lorsqu'on lui reprochait ses abus de pouvoir, ses crimes contre la constitution, il répondait : « *Je n'ai qu'une constitution – c'est ma conviction intérieure ! Si j'estime que pour le bien de la patrie (sic !) il faut faire quelque chose, fût-ce contre la constitution, je le ferai !* » Pour gagner de l'argent, il recourait à tous les moyens : il contractait des emprunts pour l'État et prenait sa commission ; il volait lorsqu'il achetait des fusils pour l'infanterie bulgare – et parvenait à acheter les fusils que le gouvernement autrichien

avait refusés pour leur extrême mauvaise qualité ; il volait lorsqu'il achetait des chevaux de remonte pour l'artillerie ; il volait lorsqu'il construisait des chemins de fer et des ports ; il volait les biens de l'État ; il volait, avec Petkov, l'ancien maire de Sofia, les terres municipales ; il contrefit, avec son frère Ivan Stamboulov, des actes de propriété turcs, et finit par tuer un riche Macédonien près de Bourgas et s'approprier ses biens. Avec ses adversaires, comme on le sait, il ne faisait pas de cérémonie : il les faisait fouetter, battre, fusiller et pendre.

Voilà ce que fut le gouvernement de Stamboulov. Lorsqu'il tomba, on réclama bruyamment de toutes parts sa mise en jugement. À l'Assemblée nationale, on joua même une comédie à ce sujet : le parti au pouvoir prit l'initiative de demander la nomination d'une commission d'enquête pour examiner les actes de Stamboulov et le traduire, lui et ses complices, en justice. Mais Stamboulov savait que ce n'était que poudre aux yeux et demandait aux initiés : « *Est-ce que le prince sera sur le banc des accusés avec nous ?* »

En général, à cette époque, Stamboulov s'efforçait énergiquement de se venger du prince ; dans ce but, il racontait aux correspondants étrangers les choses les plus défavorables à sa réputation. Il s'avéra que Stamboulov avait conservé de nombreux petits papiers. Stamboulov excita ainsi terriblement le prince contre lui. Après tout cela, il fut finalement assassiné, et par qui ? On l'ignore.

Aujourd'hui, les partisans de Stamboulov sont extrêmement rares. Ils continuent encore à publier leur journal *Svoboda*, mais ils vont bientôt se rallier complètement aux radoslavovistes.

Parmi les factions d'opposition russophiles, il faut dire quelques mots des karavélistes et de Karavelov. Karavelov est le parfait petit bourgeois. Tout son programme se réduit à l'économie. Son idéal est la « *Sparsamkeit* » (frugalité) ; il reproche aux paysans bulgares d'avoir trop de fêtes, de trop dépenser pour les mariages, etc. Cependant, cette adoration des idéaux de Schulze-Delitzsch¹³ n'empêcha pas Karavelov lui-même d'acheter pour cinquante-deux millions de francs le chemin de fer Roustchouk-Varna, qui n'en valait que dix-huit. Ce fait incroyable, mais bien réel, se produisit lorsqu'il était chef du cabinet et ministre des finances sous Battenberg.

Sous Karavelov eut lieu la rupture des relations russo-bulgares, car c'est sous lui que se fit l'annexion de la Bulgarie du Sud, la Roumélie orientale, à la Bulgarie du Nord, fait marquant un brusque changement dans la politique extérieure bulgare, qui devint de russophile anglophile. Karavelov mena avec succès la campagne serbo-bulgare. Mais il eut bientôt peur de sa propre œuvre et contribua à la destitution du prince Battenberg, le 9 août 1886, qui devait signifier le retour de la Bulgarie à une politique russophile.

Il souffrit beaucoup pendant le régime de Stamboulov. Lorsque, le 13 février 1887, à Silistra et à Roustchouk, l'armée se souleva contre la régence, les russophiles les plus connus de Sofia, parmi lesquels Karavelov, furent arrêtés et jetés à la *Tchernia Djamia* (la célèbre prison de Sofia). Ils y furent torturés. L'aventurier connu, le capitaine Panitsa, plus tard fusillé par son ami Stamboulov lui-même, mais alors encore russophobe et en très bons termes avec la régence, frappa Karavelov de ses propres mains. Lorsque, le lendemain, cette histoire honteuse et triste parvint aux oreilles des représentants diplomatiques européens, et que l'un d'eux la condamna sévèrement, l'agent autrichien lui répondit : « *Ils ont été rossés, mais ils ne s'en portent pas moins bien.* » Maintenant, à propos du meurtre barbare d'Anna Simon, la presse officielle autrichienne publie des protestations inouïes contre la grossièreté et la cruauté des mœurs bulgares. Les journalistes humanitaires se sont avisés trop tard ; auparavant, ils avaient non seulement passé sous silence, mais nié hypocritement devant le monde européen les crimes du régime de Stamboulov. Karavelov fut condamné dans le procès de l'assassinat du ministre Beltchev. Il sortit de prison par l'amnistie de l'automne 1895. À la première Assemblée après la chute

13 Schulze-Delitzsch, Franz Hermann (1808-1883) : Juriste et homme politique allemand, fondateur du mouvement des banques populaires et des coopératives de crédit en Allemagne, l'un des principaux théoriciens de l'« auto-assistance » prônant l'amélioration de la situation des artisans et des petits commerçants par l'organisation coopérative.

de Stamboulov, en 1894, il fut élu lors d'élections complémentaires à Razgrad. Aux élections de l'année dernière, il ne fut élu nulle part. Son organe est le journal *Znamé*.

Si Karavelov a peu de partisans, Tsankov n'en a presque plus, c'est pourquoi, en juillet de cette année, il se retira de son parti, ne désignant, pour la forme, que l'avocat Dr Danev comme son suppléant. Tsankov appartient désormais au passé et à l'histoire. Comment les générations futures jugeront-elles sa politique ? Il est difficile en effet de rencontrer une politique plus incohérente et plus dépourvue de principes. C'est un homme sans convictions et sans volonté. Il a passé d'un camp à l'autre, d'un royaume à l'autre, d'une religion à l'autre. Les vagues politiques l'ont ballotté comme une brindille et l'ont finalement jeté sur le rivage d'Odessa. Avant la libération de la Bulgarie, il se fit catholique, publia avec l'argent de la propagande jésuite le journal *Bulgarie* et obtint du comte Edmond Zichy, ambassadeur d'Autriche à Constantinople, une bourse pour sa fille. Après la libération, il se fit russophile, mais en 1881, lors du coup d'État, il écrivit à l'agent diplomatique russe à Sofia, Khitrovo, qui parcourait la Bulgarie avec Battenberg pour y faire de l'agitation, une lettre dans laquelle il disait à l'adresse de la Russie : « *Nous ne voulons ni de votre miel ni de votre aiguillon.* » Le coup d'État fut fait, entre autres, par les conservateurs, et Tsankov lutta contre eux ; mais dès l'année suivante, il entra en compromis avec eux et forma un ministère. Il fut évincé par Karavelov, qui devint ministre, et Tsankov rejoignit les rangs de l'opposition et commença à publier le journal *Svetlina* (Lumière) à l'orientation nettement russophile. Il attaqua Battenberg et souhaitait ardemment sa chute, qui eut lieu le 9 août 1886. Au début de la réaction anti-russe, il s'enfuit en Russie, où, avec d'autres émigrés bulgares, il fut entretenu par la Société slave de bienfaisance. Après la chute de Stamboulov, il revint en Bulgarie. Tsankov se considérait comme le Parnell ¹⁴ russophile, le roi non couronné de Bulgarie. Arrivé à Sofia, avant même d'aller à l'hôtel, il se rendit à l'église pour faire un service d'action de grâces pour son retour ; puis il se mit à publier des proclamations au prince, au peuple, à ses partisans, qui se terminaient toujours par des citations de prières et des homélies d'église ; il se remit aussi à publier le journal *Svetlina*, mais alors le « chef libéral le plus populaire » de Bulgarie, le Parnell bulgare, se trouva soudain sans abonnés, et son journal mourut ; il mourut politiquement lui-même avec son parti.

Les tsankovistes, les karavélistes, les radoslavovistes, les stamboulovistes ; tous ces messieurs formaient ensemble en 1881 le « parti libéral ». Ce fut l'époque la plus héroïque des *Lumpen* et des petits bourgeois bulgares. Ils luttèrent alors contre Battenberg et Khitrovo – et ils vainquirent. Battenberg renonça aux soi-disant « pleins pouvoirs », c'est-à-dire au pouvoir absolu, et la constitution fut rétablie. Mais l'année suivante, le parti se divisa en deux moitiés, parce que Tsankov était entré en compromis avec les conservateurs. La nouvelle fraction libérale des karavélistes, après le 9 août 1886, se divisa également en deux. Le mouvement russophobe qui en résulta se divisa aussi en deux factions : les radoslavovistes et les stamboulovistes.

Notre esquisse des partis politiques bulgares serait incomplète si nous ne disions quelques mots du soi-disant parti ouvrier : il est organisé sur le modèle des partis ouvriers d'Europe occidentale, il a la même doctrine et la même tactique et compte sur les mêmes éléments sociaux. Il s'organisa pour la première fois sous Stamboulov et mena contre lui la lutte la plus acharnée. Lorsque Stamboulov tomba, environ douze rédacteurs des deux organes de ce parti, *Rabotnik* et *Drougar* (le Compagnon), sortirent de prison. Aux premières élections après la chute de Stamboulov, le parti réussit à faire entrer deux représentants à l'Assemblée nationale. Aux élections de l'année dernière, ils furent réélus, mais cela déplut fortement au gouvernement, qui trouva le moyen d'invalidier l'une de ces élections. Pour le moment, ce parti a trois journaux : *Sotsialist*, *Osvobojudenié* et *Rabotchi Viestnik*, une revue : *Novoe Vremia*, et une très riche littérature traduite.

En juillet de cette année, à Kazanlak, eut lieu le quatrième congrès annuel du parti, où fut élue, entre autres, une commission de douze personnes pour l'étude de la question agraire en Bulgarie.

Radev.

14 Référence à Charles Stewart Parnell (1846-1891), dirigeant nationaliste irlandais du XIXe siècle, surnommé le « roi non couronné de l'Irlande ».